

ARTICLE 24.

Tous les fonds, qui entrent dans les caisses publiques et qui en sortent, sont assujettis au contrôle de la commission des comptes.

ARTICLE 25.

Sont exemptes de cette disposition: les sommes, n'appartenant pas au fisc, mais aux différens instituts et communautés et qui, affectées à des destinations particulières, se trouvent seulement placées sous l'administration du gouvernement.

De même les subventions temporaires, les sommes données en dépôt, en caution, ou en dédit; et d'autres fonds, versés dans les caisses publiques, sans faire partie intégrante des revenus de l'état.

ARTICLE 26.

En exerçant le contrôle des comptes, la commission aura à se régler sur les dispositions suivantes: